

La FGTB wallonne contre-attaque !

Fin 2003, Frank Vandenbroucke, alors ministre fédéral de l'emploi, présentait son plan de "contrôle de disponibilité des chômeurs". "Je ne demande pas aux chômeurs de trouver un emploi, je leur demande d'en chercher", disait-il comme pour nous rassurer.

Une mesure "de bon sens" pour "accompagner" les demandeurs d'emploi, les "activer". Mesure qui a cependant vite fait l'unanimité contre elle dans de nombreux rangs syndicaux, associatifs et politiques.

Si la FGTB s'est toujours prononcée pour un accompagnement personnalisé et de qualité, elle s'est par contre fermement opposée à ce dispositif. Tout d'abord, l'offre d'emploi reste en effet largement insuffisante pour rencontrer la demande. La FGTB ne pouvait évidemment pas non plus souscrire au volet répressif du plan et à sa philosophie: la charge de la preuve de sa disponibilité repose sur le sans emploi. Par contre, cette logique exonère de toute responsabilité les employeurs qui, sur le marché de l'emploi, déterminent pourtant... l'offre. Enfin, on pouvait également déjà prévoir les conséquences désastreuses que cette mesure allait entraîner: risques de dérives et abus, stigmatisation des demandeurs d'emploi, conséquences sur le monde du travail...

UN DISPOSITIF UTILE POUR... LE PATRONAT !

Le mécanisme est malheureu-

LA FGTB WALLONNE A TOUJOURS ÉTÉ OPPOSÉE AU "PLAN DE CONTRÔLE DE LA DISPONIBILITÉ DES CHÔMEURS". LA CRISE ÉCONOMIQUE N'A FAIT QUE RENFORCER SA DÉTERMINATION À FAIRE SUPPRIMER CE DISPOSITIF INJUSTE ET CYNIQUE.

Thierry Bodson
Secrétaire général de la FGTB wallonne

sement bien connu mais mérite d'être rappelé. En précarisant les chômeurs, ce sont aussi les conditions de travail et les salaires de tous les travailleurs qu'on tire vers le bas.

L'existence d'un grand nombre de travailleurs sans emploi, obligés de rechercher un emploi introuvable, rend aisé le chantage patronal à l'emploi. Face à la menace de les remplacer par ces nombreux chômeurs "prêts à prendre leur place", les travailleurs disposent de peu de marge de négociation...

Comble du cynisme néo-libéral, ce mécanisme serait même indispensable au "bon" fonctionnement du marché de l'emploi. C'est la théorie du NAIRU: un certain niveau de chômage permet de contrer la hausse des salaires et, ainsi, limiter l'inflation. Plutôt que de combattre le chômage on combat donc les chômeurs.

Tout bénéficie pour le patronat, les actionnaires et les rentiers!

Le contrôle de disponibilité s'inscrit donc parfaitement dans la logique en marche depuis une trentaine

d'années: une répartition des richesses bénéficiant de plus en plus au capital et de moins en moins aux travailleurs.

Une logique qui n'a pas été sans conséquence.

UNE CRISE QUI NE VIENT PAS DE NULLE PART...

En 2008, éclate la "fameuse" crise des subprimes. Elle ne tarde pas à entraîner le monde dans son sillage. Loin de se résumer à son seul aspect financier, cette crise est bien celle du système capitaliste. Son origine? La mauvaise répartition des profits qui a appauvri les travailleurs et les a contraints à l'endettement. Les profits non redistribués aux travailleurs et non réinvestis ont quant à eux alimenté la finance spéculative et ses bulles.

Cette crise, et le sauvetage des banques qui s'ensuit, a touché les travailleurs, avec ou sans emploi, à de multiples reprises: licenciements, endettement des États et restrictions budgétaires... La chasse aux chômeurs est l'étape de trop de cette logique:

faire subir les conséquences de la crise à ceux qui en sont déjà victimes.

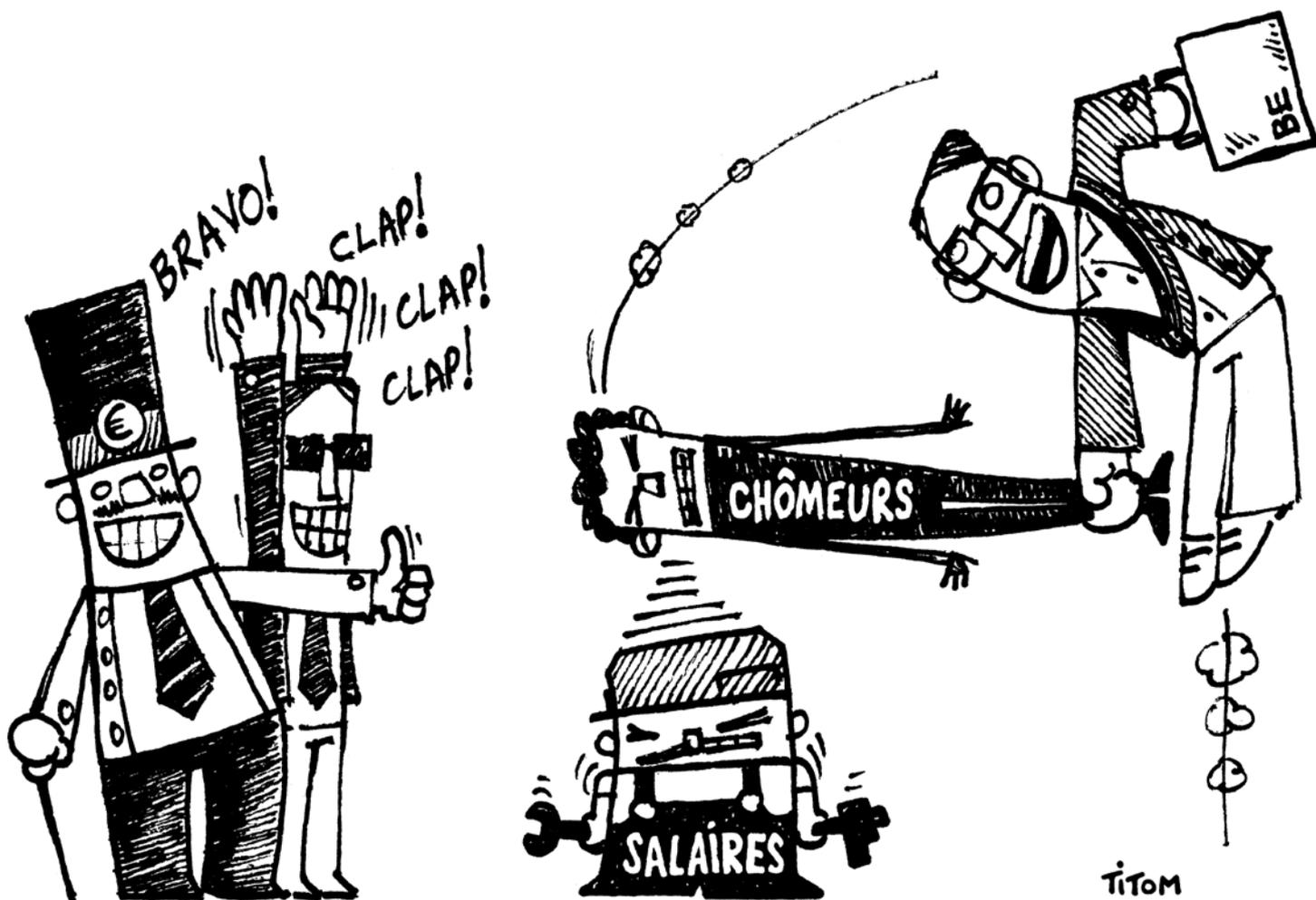
DES CONTRATS DE TRAVAIL ? NON, DES CONTRÔLES ONEM !

Quelques chiffres suffisent à donner un aperçu de la situation de l'emploi en Belgique et en Wallonie.

- 250 emplois supprimés chaque jour en Belgique,
- en Wallonie, une offre d'emploi disponible pour 25 chômeurs,
- en Belgique, 168.000 chômeurs de plus en 2 ans (2009 - 2010).

Et c'est dans ce cadre que l'ONEM convoque quotidiennement 1800 travailleurs sans emploi et en sanctionne 115 (contrôles de la disponibilité des chômeurs et transmissions de données à l'ONEM confondus). Rien de mieux pour faire baisser artificiellement les chiffres du chômage.

Comme prévu, la "chasse aux chômeurs" a donc montré ses effets pervers et ses limites: exclusion des moins qualifiés et des plus démunis à coup de sanctions de



plus en plus sévères, arbitraires et absurdes.

Ces chômeurs sanctionnés sont bien sûr d'abord touchés financièrement. Mais ces contrôles entraînent aussi une importante charge psychosociale: stress, humiliation, dévalorisation de l'estime de soi...

Au-delà de ces conséquences sociales désastreuses, un autre dégât collatéral s'est également fait jour. Les communes, par le biais des CPAS, sont en effet contraintes d'assumer les conséquences de cette politique fédérale. Une régionalisation larvée! En moyenne, en Wallonie, 38 % des personnes exclues par le contrôle sont prises en charge par les CPAS. Les 62 % restants suivent d'autres voies: appel à la solidarité familiale, travail au noir, marginalisation et exclusion...

LA FG TB WALLONNE CONTRE-ATTAQUE!

Toutes ces raisons ont poussé la FG TB wallonne à passer à l'offensive sur deux fronts: l'interpellation politique et l'action syndicale.

"COMMUNES SANS CHASSE AUX CHÔMEURS"

La FG TB wallonne a lancé un appel aux Présidents des CPAS wallons pour créer un vaste mouvement de protestation. Elle leur a envoyé une motion, à soumettre au vote de leur Conseil de l'action sociale et de leur Conseil communal. Cette motion demande au gouvernement fédéral l'application d'un moratoire, voire la suppression, du plan de contrôle. A ce jour, plus de vingt-cinq communes et CPAS wallons ont suivi le mouvement, d'autres s'apprennent à le faire. L'année 2010 sera l'occasion de faire le point sur la dynamique enclenchée et d'interpeller les ministres fédéraux et régionaux de l'emploi.

LE CAPITALISME NUIT GRAVEMENT À TOUS LES TRAVAILLEURS.

Sous l'impulsion de sa commission des TSE (travailleurs sans emploi), la FG TB wallonne décline sa campagne de 2008: le capitalisme nuit gravement à la santé. Celle-ci a été adaptée à la reven-

dication concrète et spécifique: la suppression du plan de contrôle des chômeurs. Elle a donc été rebaptisée: *Le capitalisme nuit gravement à tous les travailleurs*. L'objectif? Contrer la mise en concurrence des travailleurs avec ou sans emploi en expliquant les liens forts qui les unissent et démontrer les conséquences du "contrôle de disponibilité" sur l'ensemble du monde du travail.

Un peu partout en Wallonie, des actions de protestation et de sensibilisation ont été menées et d'autres sont prévues: actions devant l'ONEm, vente de chômeurs à la criée, interpellations des conseils communaux, manifestations... Ces actions sont également l'occasion de réaffirmer des contre-propositions concrètes: création massive d'emplois durables et de qualité par la réduction collective du temps de travail (avec maintien du salaire et embauche compensatoire), accompagnement personnalisé et sans sanction des demandeurs d'emploi, fiscalité plus équitable, lutte contre la fraude fiscale...

La législation en vigueur avant 2004 était amplement suffisante et efficace pour "contrôler la disponibilité" des demandeurs d'emploi. La FG TB wallonne revendique donc la suppression pure et simple de ce dispositif injuste, cynique et inacceptable.

Les moyens et le personnel qui y sont actuellement consacrés pourraient ainsi être réaffectés vers un dispositif d'accompagnement personnalisé, de qualité, non répressif et adapté à la réalité du marché de l'emploi régional. Encore une fois, le capitalisme et ses méthodes ont fait la preuve de leur inhumanité mais aussi de leur inefficacité... Il est plus que temps de changer de cap!

Toutes les informations sur cette campagne et les actions prévues dans chaque régionale FG TB sont disponibles sur le site www.contre-attaque.be ■

① Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment

② Prévisions de la Banque Nationale, décembre 2009